



REVUE CARREFOUR SCIENTIFIQUE

N° 04, Volume 01, novembre 2025



Revue interdisciplinaire
de Philosophie, Littérature, Arts et Sciences sociales

Site internet : <https://revuecarrefourscientifique.net>

ISSN : 2958-8855

B.P 1328 KORHOGO
+225 0101 115 619 / +225 0759 997 580
E-mail : larevuecarrefour@gmail.com

REVUE CARREFOUR SCIENTIFIQUE

Revue interdisciplinaire
de Philosophie, Littérature, Arts et Sciences sociales

Semestrielle
N° 04, Volume 01, novembre 2025

Bases d'indexations et Facteur d'impact de REVUE CARREFOUR SCIENTIFIQUE



<https://reseau-mirabel.info/revue/17719/Revue-Carrefour-Scientifique?s=1lpp95a>



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/610040>



TOGETHER WE REACH THE GOAL

<https://sjifactor.com/passport.php?id=23627>

LIGNE ÉDITORIALE

La philosophie est pensée agonistique. Comme telle, elle est un espace de dialogue critique et d'échange pluridisciplinaire. La pensée philosophique rencontre ainsi tous les champs du savoir avec lesquels elle entretient un commerce permanent. C'est ce qui fait de la philosophie un carrefour interdisciplinaire, un point d'ancrage et de passage de la pensée. Matrice génésique de toutes les sciences qu'elle a enfantées, la philosophie n'a jamais rompu le lien ombilical avec les autres régionalités scientifiques qui sont ses descendants disciplinaires.

Dès lors, on peut dire que la pensée philosophique est un foyer de rencontre et de séparation, de convergence et de divergence, de construction et de déconstruction. Derrière cette idée de rencontre et de séparation, se profile celle d'un espace de bifurcation ou de trifurcation où des régionalités scientifiques, des figures épistémiques et des personnages conceptuels viennent clarifier, renforcer ou mettre en crise les sources de leur enracinement métaphysique, payer leur dette épistémologique et accomplir leur relative autonomie disciplinaire. Pour tout dire, la philosophie est un carrefour épistémique et cognitif. Mais, si elle est carrefour, c'est-à-dire lieu où plusieurs cheminements théoriques et méthodologiques se croisent et se traversent, tout support qui prétend vulgariser sa cause ne doit-il pas, au nom du principe de la congruence des formes, épouser sa caractéristique ramificatoire ? Pour dire les choses de manière beaucoup plus précise, si la philosophie est carrefour, ses supports de vulgarisation ne doivent-ils pas être des espaces fusionnels, confusionnels et interactifs prompts à éclairer et à démêler les fils enchevêtrés de la réalité par la production de pensées rigoureuses et fermes ? Dans ces conditions, peut-il y avoir meilleur nom de baptême pour une revue d'un Département de philosophie que celui de Carrefour ? Pour bien se démarquer, ce Carrefour peut-il avoir meilleure caractéristique que celle de refléter la substance et la matière scientifiques ? Apparemment non ! C'est donc bien à propos que le Département de Philosophie de l'Université Peleforo Gon Coulibaly a choisi de baptiser sa plateforme de publication et de vulgarisation académique et épistémique du nom éponyme de *Revue Carrefour Scientifique*.

Revue Carrefour Scientifique, reprenant la charge métaphorique du carrefour, se positionne, dans l'univers des plateformes de vulgarisation scientifique, comme un nœud intersectionnel entre plusieurs voies se coupant, se découpant, se recoupant de manière symboliquement idéale aux fins de révéler les mal-entendus, dénouer les équivoques, traquer les incertitudes et les manquements ou réajuster les acquis, les enjeux et les perspectives à travers un cheminement heuristique pertinent et un questionnement érudit, fécond et prospectif.

Revue Carrefour Scientifique est donc un lieu d'incubation et de maturation des savoirs, où viennent se ressourcer des horizons du discours scientifique ; et, plus qu'un simple lieu de ressourcement, elle est un espace de déplacement, de remplacement et de renversement paradigmatique de la pensée à travers un questionnement informé, critique et rigoureux mû de créativité et d'inventivité théoriques. Elle est, au total, un instrument de la transformation du savoir, de la métamorphose conceptuelle, un outil méthodologique et épistémologique de vulgarisation scientifique et académique qui offre aux chercheurs et aux enseignants de multiples disciplines une assise rigoureuse et pertinente pour leurs travaux, à travers un renouvellement critique des méthodes, des théories, des résultats et des paradigmes.

Revue Carrefour Scientifique, revue en ligne, priorise les productions scientifiques de qualité pour faire éclore de nouvelles formes d'intelligibilités arrimées à des sources et ressources théoriques, doctrinales et conceptuelles issues du creuset de recherches novatrices et critiques. C'est pourquoi elle encourage le dialogue des modernités anciennes, présentes et à-venir à travers des articles originaux, des comptes-rendus et des publications de vulgarisation.

ADMINISTRATION DE LA REVUE**Directeur de Publication** : M. KOUMA Youssouf, Maître de Conférences**Directeur de Rédaction** : M. YAO Akpolé Koffi Daniel, Maître - Assistant**Secrétaire de Rédaction** : M. KONATÉ Mahamoudou, Maître de Conférences**COMITÉ SCIENTIFIQUE****Président**

Professeur POAMÉ Lazare – Université Alassane Ouattara

Membres

Professeur ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre – Université Alassane Ouattara

Professeur BAH Henri – Université Alassane Ouattara

Professeur BAMBA Assouman – Université Alassane Ouattara

Professeur BIYOGO Grégoire – Université Omar Bongo-Libreville

Professeur COULIBALY Adama – Université Felix Houphouët-Boigny

Professeur COULIBALY Daouda – Université Alassane Ouattara

Professeur DIAKITÉ Samba – Université Alassane Ouattara

Professeur EZOUA Thierry – Université Felix Houphouët-Boigny

Professeur KOUAME Jean Martial – Université Felix Houphouët-Boigny

Professeur KOUASSI Yao Edmond – Université Alassane Ouattara

Professeur KOUVON Komi Simon – Université de Lomé

Professeur KIYINDOU Alain André – Université de Bordeaux-Montaigne

Professeur MISSA Jean-Noël – Université Libre de Bruxelles

Professeur N'GUESSAN Depry Antoine – Université Felix Houphouët-Boigny

Professeur NSONSISSA Auguste – Université Marien Nguabi-Brazzaville

Professeur PINSART Marie-Geneviève – Université Libre de Bruxelles

Professeur SANGARÉ Abou – Université Peleforo Gon Coulibaly

Professeur SANGARÉ Souleymane – Université Alassane Ouattara

Professeur SAWADOGO Mahamadé – Université Ouaga I Pr Joseph Ki-Zerbo

Professeur SORO Donissongui – Université Alassane Ouattara

Professeur TSALA MBANI André Liboire – Université de Dschang-Cameroun

Professeur ZONGO George – Université Ouaga I Pr Joseph Ki-Zerbo

COMITÉ DE RÉDACTION

Docteur DIOMAND Aipka – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur SORO Nanga Jean – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur DIOMANDÉ Zolou Goman Jackie Élise – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur COULIBALY Sionfoungon Kassoum – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur ZEBRO Nelly – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur YÉO Djakaridja – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur GNAHOUE Kouassi Fernand – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur ANY Désirée Guillet – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur KONÉ Seydou – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur KOUADIO Konan Sylvain – Université Peleforo Gon Coulibaly

COMITÉ DE LECTURE

Professeur SANGARÉ Abou - Philosophie – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur MC. KONATÉ Mahamoudou - Philosophie – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur MC. KOUADIO Ekpo Victorien - Philosophie – Université Alassane Ouattara

Docteur MC. KOUADIO Koffi Decaird - Philosophie – Université Félix Houphouët-Boigny

Docteur MC. ZOUHOULA Bi Richard - Géographie – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur MC. ADAMAN Sinan - Sociologie – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur OUATTARA Moussa - Anglais – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur DIOMANDE Soualio - Grammaire – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur DRAMA Bédi - Économie – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur KARAMOKO Mamadou - Grammaire – Université Peleforo Gon Coulibaly

Docteur KEWO Zana - Histoire – Université Peleforo Gon Coulibaly

CONTACTS

B.P 1328 KORHOGO

+225 0101 115 619 / +225 0759 997 580

larevuecarrefour@gmail.com

SOMMAIRE

1. Affects spinoziens et crise écologique : la société de consommation en question - Donikpoho David SORO, Aya Anne Marie KOUAKOU	1
2. Communication pour une meilleure représentation des risques environnementaux dans les quartiers précaires d'Attécoubé - Armelle Diane ZEGUIBA-LEGRE	18
3. Éducation et intégration africaine - Tamagadènin Sarah YEO, Doudjo Germain OUATTARA	35
4. La responsabilité de l'humain dans l'instrumentalisation de l'image de la femme en ligne - Fernand Kouassi GNAHOUE	51
5. La bonne gouvernance dans la problématique des transferts de technologies en Afrique - Méschac Olivier KOUASSI	68
6. Réflexion sur l'épistémologie du compromis - Golou Roseline GONDO.....	84
7. Réflexion critique sur les fondements du bonheur : Kant face aux stoïciens et aux épicuriens - Daniel Chifolo FOFANA	98
8. La démocratie de la caverne - Yao Sabin KOUADIO, Joël Sanpur Demahounout CAUNAN	111
9. Perceptions des populations face à l'assèchement du barrage hydro-agricole de Natiokobadara à Korhogo (Côte d'Ivoire) - Nawessoulou Jean-Paulin SORO, Adaman SINAN	130
10. Islam, paix et violence - Ibrahima KINDA	145

COMMUNICATION POUR UNE MEILLEURE REPRÉSENTATION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX DANS LES QUARTIERS PRÉCAIRES D'ATTECOUBÉ

Armelle Diane ZEGUIBA-LEGRE

Université Alassane Ouattara

dianarmelle@gmail.com

Résumé

Les pratiques d'occupation des sols et le système de construction des habitations dans les quartiers précaires rendent les populations vulnérables, et les exposent à plusieurs risques environnementaux surtout pendant les saisons des pluies. Pour prévenir cela, des campagnes de sensibilisation sont faites par le gouvernement à l'approche des saisons pluvieuses. Mais les messages véhiculés n'ont pas l'air d'être compris par les populations des quartiers précaires. La présente contribution s'interroge sur l'apport de la communication dans l'amélioration des représentations des risques. Elle part de l'hypothèse selon laquelle une communication des risques améliorerait les représentations des risques. Pour la vérifier, l'étude fait une analyse basée sur une approche qualitative des représentations des risques populations des quartiers précaires.

Mots clés : Communication, Quartiers précaires, Représentation, Risque environnementaux

Abstract

Land use practices and the housing construction system in precarious neighborhoods make populations vulnerable and expose them to several environmental risks, especially during the rainy season. However, the messages conveyed do not seem to be understood by the residents of these neighborhoods. This study question the role of communication in improving risk representation. It is based on the hypotheis that risk communication would improve risk representation. To verify this, the study conducts an anlysis using a qualitatlive approach to understand how precarious neighborhood populations perceive these risks.

Keywords : Communication, Environmental risks, Precarious neighborhoods, Representation,

Introduction

Pendant les saisons pluvieuses, une partie significative du district d'Abidjan est touchée par des inondations qui affectent aussi bien les quartiers aisés que les quartiers précaires. Cependant, ce sont les quartiers précaires qui subissent le plus de dégâts (inondation, éboulement, effondrement de terrain), parce qu'ils sont construits de manière anarchique sur des terrains non adaptés (A. Koffi et al., 2013). La ville d'Abidjan, métropole économique de la Côte d'Ivoire, témoigne d'une croissance rapide avec un Taux d'Accroissement Moyen Annuel (TAMA) de 2,9%. Cette expansion s'accompagne de défis majeurs en matière d'urbanisation. Au cœur de ces défis se trouvent les quartiers précaires, caractérisés par une croissance chaotique, une insuffisance d'infrastructures et une vulnérabilité accrue aux phénomènes climatiques extrêmes.

Abidjan a connu une urbanisation rapide, attirant une population croissante en quête d'opportunités économiques. Cependant, cette croissance rapide a engendré la formation des quartiers précaires, érigés souvent de manière informelle sur des terrains non conformes aux normes d'urbanisme. Ces quartiers sont souvent situés sur des pentes abruptes, au bas ou au sommet de collines, dans les bas-fonds ou en bordure de canaux d'évacuation à ciel ouvert. Les saisons pluvieuses amplifient les risques auxquels sont confrontés ces quartiers. Les inondations, les éboulements et les effondrements de terrain représentent des menaces constantes. Au-delà des risques environnementaux, ces quartiers précaires font face à des défis sociaux et économiques majeurs. Les populations qui y résident doivent composer avec des conditions de vie difficiles, une insécurité alimentaire, et des infrastructures publiques insuffisantes. Le manque d'accès aux services de base crée un cercle vicieux de pauvreté, rendant ces communautés encore plus vulnérables.

Conscient des risques encourus, le gouvernement ivoirien met en œuvre des campagnes de sensibilisation annuelles. Cependant, malgré ces initiatives, de nombreuses populations persistent à rester dans ces quartiers précaires, arguant qu'elles ne sont pas en danger et percevant les mesures d'évacuation comme des stratagèmes pour les expulser. Cette réticence souligne les défis de communication auxquels sont confrontées les autorités pour persuader ces populations. Dans ce contexte complexe, nous nous posons donc la question suivante : comment la communication peut-elle améliorer les représentations des risques ? Cette étude explore, en profondeur, les raisons sous-jacentes

du refus des populations de quitter les zones à risque. Dans la perspective de contribuer à l'amélioration de la communication des risques, la présente étude se penche sur les représentations des risques environnementaux des populations des quartiers précaires.

Notre étude part de l'hypothèse selon laquelle une communication des risques améliorerait les représentations des risques des populations des quartiers précaires. Pour la vérifier, l'étude analyse les représentations des risques des populations des quartiers précaires à travers une approche empirique de type qualitatif. L'objectif poursuivi est de contribuer à l'amélioration d'une communication de risques afin de mieux sensibiliser, éduquer les populations. Plus concrètement, il s'agira de comprendre comment les populations des quartiers précaires se représentent les risques environnementaux, quels sont les facteurs qui interviennent ou influencent leur construction du risque. Pour ce faire, nous analyserons les discours des populations recueillis lors de nos investigations sur le terrain.

1. Cadre théorique et méthodologique

Cette rubrique expose d'une part, les différentes théories qui ont été convoquées dans le cadre de notre étude, et d'autre part, présente les différentes méthodes utilisées pour collecter les données nécessaires à l'évolution de notre travail de recherche.

1.1. Cadre théorique

Le cadre théorique de notre recherche s'appuie sur les théories des représentations sociales. Elle tire ses origines des travaux sociologiques d'E. Durkheim en 1898. Il évoquait la notion de représentations collectives qu'il distingue de la représentation individuelle. Une représentation individuelle est propre à un individu alors qu'une représentation collective est propre à un agrégat d'individus, à un groupe ou une société. Il avance l'idée que les phénomènes *a priori* individuels ont une cause sociale. La vulgarisation théorique des représentations sociales est l'œuvre de S. Moscovici qui a cherché à ébaucher les contours d'une psychologie sociale des représentations.

S. Moscovici précise son point de vue sur la question en ces termes : nous ne considérons pas [les représentations sociales] comme des opinions sur un thème ou des images, mais comme des théories, des sciences collectives, destinées à l'interprétation et au façonnement du réel. (S. Moscovici, 1961). La théorie des représentations sociale, développée par Serge Moscovici dans les années 1960, est un cadre conceptuel qui

explore la manière dont les individus construisent et partagent des connaissances sur le monde qui les entoure. Les représentations sociales sont construites par l'homme pour lui permettre de mieux appréhender le monde dans lequel il vit : « la représentation est une forme de connaissance socialement élaborée et partagée ayant une visée pratique et concourante à la construction d'une réalité commune à un ensemble social » (D. Jodelet, 1989 a, p 36, cité par J-C Abric, 2016, p 17)

Cette connaissance est parfois appelée « *savoir de sens commun* » ou « *savoir naïf* ». C'est un savoir de sens commun par opposition au savoir scientifique. Ce sont des connaissances qui permettent aux sujets de gérer la réalité, de s'orienter, de déterminer l'attitude à avoir vis-à-vis d'une situation donnée, d'un objet, etc. Socialement élaborée, les représentations sociales sont construites en commun par le relais social, dans lequel les individus se transmettent les connaissances. C'est ce qui a amené Flament à dire que la représentation sociale est « une référence nécessaire au contexte social et pas seulement discursif » (J-C Abric, 2016, p. 20). Concourant à la construction d'une réalité commune, l'ensemble des individus du groupe aura la même image de l'objet, cela facilite la communication, évite les conflits et bien plus encore. De plus, elles sont spécifiques du groupe concerné, la représentation sociale est liée à un ensemble de pré-acquis du groupe (histoire, évolution, etc.). Le sens que l'on peut donner à une représentation sociale tient compte du contexte social et des connaissances transmises (culture). C'est ce que Doise résume en ces termes : « la signification d'une représentation sociale est toujours imbriquée ou ancrée dans des significations plus générales intervenant dans les rapports symboliques propres à un champ social donné » (Doise, 1992, p. 189 cité par J-C Abric, 2016, p. 20).

Dans le cadre de notre étude, elle se concentre sur la manière dont les idées (les représentations des risques environnementaux) sont élaborées et diffusées dans les groupes sociaux (les quartiers précaires). Elle permettra d'identifier les différents facteurs qui interviennent dans la construction des représentations des risques environnementaux.

1.2. Cadre méthodologique

Notre étude est basée sur une approche purement qualitative. Elle s'appuie sur une série d'entretiens semi-directif. Nous avons mené des enquêtes auprès d'un échantillonnage de trente (30) personnes. La collecte d'informations auprès de vingt-sept

(27) personnes issues des quartiers précaires a permis de comprendre les représentations des risques environnementaux des populations ainsi que leur perception des messages de sensibilisation. Les échanges que nous avons eus avec trois (3) agents de la mairie d'Attécoubé ont permis de mettre en lumière les actions menées par l'État, de mesurer l'impact des sensibilisations faites dans les quartiers précaires et aussi de corroborer certaines informations collectées auprès de la population. Au-delà des entretiens, nous avons enrichi ce travail à l'aide de la recherche documentaire.

2. Les quartiers précaires

2.1. Contexte socio-économique des quartiers précaires

Les quartiers précaires d'Attécoubé sont caractérisés par une forte densité démographique et une population souvent jeune. L'enquête révèle une diversité ethnique et culturelle, avec des habitants provenant non seulement de différentes régions de la Côte d'Ivoire mais aussi des pays voisins (source notre enquête). Les conditions de vie y sont souvent précaires, marquées par une insuffisance d'infrastructures de base telles que l'eau potable, l'assainissement et l'accès à l'électricité. L'économie informelle prédomine dans ces quartiers, où de nombreux habitants s'engagent dans des activités telles que la vente ambulante, la petite restauration, et d'autres formes d'entrepreneuriat informel. Cette économie joue un rôle central dans la survie économique des résidents, bien que caractérisée par l'incertitude et la vulnérabilité face aux fluctuations économiques. L'accès aux services de base tels que l'éducation, la santé et le logement est souvent limité. Les écoles peuvent être surchargées, les structures de santé sous-financées, et les logements souvent insalubres. Ces conditions contribuent à la formation d'un discours social axé sur les défis quotidiens et les aspirations pour une amélioration significative de la qualité de vie. Les quartiers précaires sont souvent le résultat d'une urbanisation rapide et d'une migration interne. Les résidents migrent des zones rurales vers la ville en quête de meilleures opportunités économiques, créant ainsi des poches de précarité urbaine. (P. Kaman, 2013).

Cette dynamique migratoire influence le tissu social et le discours autour des opportunités et des obstacles. L'économie des quartiers précaires est souvent marquée par un manque de diversification. Les opportunités d'emploi formel sont limitées, poussant de nombreux habitants vers l'entrepreneuriat informel. Le discours social reflète cette

réalité économique, mettant en avant les difficultés d'accès à un emploi stable et les stratégies d'adaptation mises en place par la communauté. L'histoire socio-politique de la Côte d'Ivoire a pu laisser des traces dans ces quartiers. Les épisodes de conflits et d'instabilité politique influencent le discours social, alimentant des perceptions de marginalisation et de défiance envers les institutions gouvernementales. Certains quartiers précaires sont exposés à des risques environnementaux tels que les inondations. Ces risques peuvent amplifier la vulnérabilité socio-économique des habitants, contribuant ainsi à la formation de discours axés sur la nécessité d'une planification urbaine résiliente et de mesures d'atténuation des risques. En analysant ces dimensions du contexte socio-économique, il devient possible de saisir les multiples facettes du discours social dans les quartiers précaires d'Abidjan. Cette compréhension approfondie peut orienter les efforts visant à améliorer les conditions de vie et à répondre aux besoins spécifiques de ces communautés.

2.2. Les pratiques des populations étudiées'

La Mairie d'Attécoubé, ayant conscience du fait qu'elle abrite plusieurs quartiers précaires situés sur des sites à risque, a formé des agents pour patrouiller quotidiennement dans ces zones et sensibiliser les populations sur les bons gestes à adopter. Ces populations, déjà vulnérables par leurs lieux de résidence, ont des pratiques qui les fragilisent encore plus. Dans la grande majorité des cas, le relief de ces sites est beaucoup accidenté. Certains habitent au sommet d'une colline, d'autres au bas d'une colline, certains à proximité d'énorme fossé à ciel ouvert ou en bordure de cours d'eau. En dépit des patrouilles des agents de la mairie, les populations n'ayant plus de place pour construire, décapent les flancs de colline pour bâtir leur maison ou remblais des zones marécageuses pour y bâtir leur maison. C. Hauhouot confirme cela :

Dans ces quartiers, les nouveaux venus réalisent des travaux de terrassement et de déblaiement pour dégager des parcelles de terrain sur les versants. La paroi recule alors parallèlement à elle-même et prend l'allure de marches d'escalier supportant chacune une maison (...). Ils procèdent aussi au remblaiement des coins de lagune avec des détritiques, des pneus usés, des sacs de sable et de gravier qu'ils recouvrent ensuite de sable pour aménager des terrains constructibles. Ces pratiques d'urbanisme incontrôlées qui fragilisent le milieu exacerbent les risques d'érosion et d'inondation (C. Hauhouot, 2008, p 79).

Cette action est très dangereuse, car elle met en péril la vie des personnes qui habitent au sommet des collines et surtout au bas de celles-ci. C'est l'un des facteurs qui

favorise les effondrements de terrains pendant la saison pluvieuse. Il faut aussi noter que la mauvaise gestion des ordures ménagères crée parfois des accidents en saison pluvieuses. En effet, dans leurs zones d'habitation, les camions de ramassage d'ordures ménagères ne peuvent pas y accéder. Les ordures sont donc stockées dans un dépôt situé au cœur des habitations jusqu'à devenir des montagnes d'ordures. Des ordures, ainsi que des eaux usées abritent des milliards de microbes qui sont la cause des épidémies et des maladies telles que le choléra, la fièvre typhoïde, le paludisme, etc. Pendant la saison pluvieuse, l'eau de ruissellement entraine toute cette montagne d'ordure vers les habitations qui se trouvent sur son chemin et cela provoque parfois des dégâts.

Par ailleurs, les habitations sont construites sans un plan d'urbanisation, n'intégrant pas d'espaces verts dédiés à l'épanouissement des enfants. Nous avons pu observer lors de nos différentes enquêtes, des enfants qui n'avaient que pour terrain de jeu, des endroits très dangereux comme d'énormes fossés. En effet, ils descendent dans les fossés en marchant ou en se servant des racines de certains arbres pour se déplacer. Les personnes adultes trouvent normale le fait que leurs enfants jouent dans ce genre d'endroit, car ces mêmes fossés leur ont, autrefois, servi de terrain de jeu. Monsieur IB, chauffeur de taxi nous dit ceci : « ce quartier n'est pas dangereux, le faussée que vous voyez nous a servi de terrain de jeu, aujourd'hui, il sert de terrain de jeu à nos enfants, il n'y a pas de danger ici. »

Peut-on penser à quitter un endroit dans lequel l'on y trouve son bonheur ? Dans les quartiers situés en bordure de la lagune, les habitations étant dépourvu de toilettes, les populations se soulagent directement en bordure d'eau, polluant ainsi leur environnement immédiat. Après avoir exposé sur le contexte socio-économique des quartiers précaires et sur les pratiques de ses populations, les raisons de la prolifération des quartiers précaires et les pratiques des populations, analysons maintenant les résultats.

3. Analyse

L'analyse des données de cette étude se fera sous forme de présentation d'extrait d'entretiens qui seront analysés. Les résultats seront présentés sur deux principaux axes qui sont la représentation des risques et la perception des messages de sensibilisation.

3.1. Le risque

Le risque est un danger, nous ont répondu à l'unanimité les interviewés de notre enquête. P. Peretti-Watel partage le même avis, pour lui, le risque n'est pas différent du danger : « un risque est un danger d'un type bien particulier. C'est un danger dont on considère qu'il est aléatoire, sans cause. C'est un danger dont il s'agit moins d'imputer les occurrences passées à des fautifs que de prévoir les occurrences futures. » (P. Peretti-Watel, 2010, p. 19).

3.2. Les risques liés aux saisons pluvieuses

Les populations des quartiers précaires sont exposées aux risques d'inondation et ses corollaires en saison pluvieuses. L'on enregistre d'importants dégâts matériels et de perte en vie humaine (source ONPC, Police secours, pompiers). À la question de savoir si les répondants ont déjà été victimes d'un risque lié aux aléas naturels, nous avons obtenus les réponses suivantes :

- Risque d'inondation

Des sinistrés nous racontent en ces termes :

- « Lorsqu'il pleut c'est la catastrophe, on ne peut pas sortir de notre cour »,
- « L'eau rentre beaucoup dans notre cour, souvent dans les chambres »,
- « L'eau rentre partout, on n'arrive pas à dormir »,
- « La cour a été mal construite donc il y a toujours inondation quand la pluie tombe »,
- « Lorsqu'il pleut, on ne peut pas sortir y entrée parce que y'a pas évacuation »,
- « On ne peut pas avoir accès à la maison, c'est plein de boue ».

Le manque d'assainissement, de canalisation d'eaux de pluie, de ruissellement et les constructions anarchiques dans ces quartiers sont un véritable handicap pour les populations.

- L'effondrement d'habitation

Nous avons reçu les témoignages suivants sur l'effondrement d'habitations :

- « La terre s'est effondrée non loin de mon habitation ; y'a eu dégâts matériels »,
- « Une fois chez les voisins la pluie est partie avec la maison y'a pas eu de mort »,
- « Souvent les maisons tombent dans le caniveau ».

Les maisons situées sur les flancs de collines ou au bord des gros caniveaux sont les plus vulnérables en saison pluvieuse. Certains habitants nous ont affirmé que le relief n'était pas aussi accidenté lorsqu'ils s'y installaient. Ils accusent l'eau de ruissellement d'avoir dégradé leur milieu de vie. Ces quartiers clandestins qui ne figurent pas dans les plans officiels urbains ne peuvent pas bénéficier de canalisation pour le drainage des eaux usées.

D'autres témoignent en ces termes :

- « Y'a des habitations aux alentours où y'a eu des dégâts »,
- « Les voisins du quartier ont perdu les biens matériels une année 2014 »,
- « L'inondation a causé chez le voisinage des pertes en vie humaine »,
- « L'habitation autour il y a eu perte de vie humaine »,
- « Non loin de mon habitation, il y a eu perte de vie humaine ».

La pluie n'épargne personne. Elle emporte tout sur son passage, elle détruit tout. Les plus chanceux perdent des biens matériels, la maison les meubles. Cependant, les personnes moins chanceuses perdent la vie ou un être cher.

La mairie d'Attécoubé ne reste pas indifférente face à cela, mieux, elle pose des actions pour éviter ces situations. En effet, à l'approche de la saison pluvieuse des agents de la mairie sillonnent les zones à risque pour demander aux populations de quitter les lieux jusqu'à la fin de la saison pluvieuse. Les populations refusent catégoriquement de quitter leur domicile, des creux sont alors fait dans les murs des maisons afin de forcer les habitants à se trouver un autre abri. Une fois le dos tourné, les populations accourent dans leur maison, bouchent les creux pour y habiter. Un agent de mairie nous confie ceci :

hiiii ! ceux-là, ils sont têtus hein, quand on va leur parler là, ils ne veulent pas. On est obligé de faire les gros trous dans les murs. Après ils recolonisent pour rester dedans. Une fois même on a cassé, il a recolonisé pour rester dedans et la pluie l'a emporté. Quand le maire est venu voir qu'il a fermé le trou qui a été fait, il n'a pas parlé sur nous.

Une jeune répondante argue en disant :

Nous on va aller où ? Pour manger même c'est compliqué. On est 27, regarde grosse marmite là, on a fait bouillie matin pour les enfants. Souvent on met sucre dedans, souvent aussi il boit ça comme ça, c'est maison de notre papa, on n'a pas parents Abidjan ici, quand il vient, mon papa leur donne de l'argent 20000f comme ça et puis ils nous laissent. La nuit quand il pleut, on ne dort pas. On balaie l'eau jusqu'à matin.

Un agent de la mairie d'Attécoubé confirme les propos de cette jeune fille en ces termes : « quand on vient leur donner des convocations, ils vont nous trouver à la mairie, ils essaient de nous soudoyer pour qu'on les laisse dans leurs maisons. Certains donnent 2000f, 5000f, ça dépend ». Lorsque les populations réagissent ainsi, nous nous posons la question de savoir si les elles comprennent les messages de sensibilisation qui sont véhiculés.

3.3. Perception des messages de sensibilisation

Certaines personnes interrogées trouvent que les messages du gouvernement qui leur sont adressés pendant la saison des pluies sont pour leur propre sécurité. Ce sont des informations qui sont véhiculées en vue de les aider à prendre leur disposition pour éviter

le pire : ce sont donc des messages de prévention qui sont véhiculés afin de garantir la sécurité des personnes et des biens. Nous avons retenu les témoignages suivants :

- « Ça nous permet de prendre les dispositions en cas de danger »,
- « À mon avis c'est bien de prévenir du danger »,
- « C'est pour prendre des précautions »,
- « C'est une bonne décision qui nous prévient des dangers qui nous guettent »,
- « C'est bien pour prévenir le danger qui peut arriver lorsque la pluie s'abat sur le quartier »,
- « Ça nous permet de prendre nos précautions, éviter le pire »
- « L'info passe pour que nous prenons des dispositions pour ne pas se faire mal ».
- « C'est pour notre sécurité »,
- « Cela est bien pour nous et pour nos enfants »,
- « Le gouvernement se soucie pour nous, c'est rassurant un peu ».

Les populations reconnaissent que les messages diffusés sont pour leur bien-être et pour leur sécurité. Ces campagnes montrent que le gouvernement protège la population au même titre. Ils sont la preuve qu'ils ne sont pas mis en marge des projets sociaux du gouvernement. Les populations se sentent alors rassurées et importantes. Bien que certaines personnes estiment qu'elles sont en sécurité et qu'elles ne sont pas concernées, elles admettent l'utilité des messages véhiculés :

- « C'est pour d'autres quartiers, leur montrer comment se protéger en cas de pluie »,
- « Le cas de notre quartier n'est pas concerné parce que c'est eux-mêmes qui ont vendu les terrains »,
- « Nous en cas de pluie, on n'a pas de problème »,
- « C'est très bien pour ceux qui sont dans un quartier à risque »,
- « Bien vu que c'est une bonne chose pour ceux qui sont mal situés »,
- « C'est pour les personnes qui sont vraiment dans les zones dangereuses ».

Ce troisième groupe d'intervenants estime que le risque existe vraiment, pour autant il n'est pas chez eux, mais chez les autres. Les campagnes de sensibilisation sont faites pour les autres, ils ne se sentent pas concernés, car ils ne perçoivent pas le risque en question. Nous tenons à préciser que ces personnes vivent dans des zones à risque comme les autres. Ces personnes refusent d'intégrer la réalité des risques environnementaux qui pourrait tourner leur vie au drame et pensent que les risques auxquels se réfère l'État n'arrivent qu'aux autres. Les réponses des populations montrent qu'elles n'ont pas les mêmes représentations des risques que les autorités. Les populations sont sensibilisées sur les risques dont elles n'ont pas connaissance. Aucune communication n'est faite sur le risque lui-même.

Des individus insatisfaits des campagnes de sensibilisation expriment leurs mécontentements à travers les propos suivants :

- « Le gouvernement joue avec les pauvres qui trouvent un bon site pour qu'ils vont te chasser et vende »,

- « Eux savent que on est pauvre donc on est venu se mettre ici. Faut pas ils vont nous fatiguer là »,
- « C'est même chose mais y'a aucun changement.
- « Ce sont des menteurs, ils sont riches sur nos dos ».

Selon eux, la politique actuelle est en défaveur des populations pauvres. On leur vend des terrains et après on leur demande de quitter les lieux pendant une période. Le système est fait de sorte à rendre de plus en plus pauvres les populations des quartiers précaires. Ce déménagement momentané va leur permettre de sauvegarder la vie. Bâtir sa maison, la quitter pour aller où ? C'est la question que pose la population :

- « C'est bien pensé mais pour aller où ? »,
- « On ne sait pas où aller ».

Il n'y a pas seulement que l'abri temporaire qui pose problème, la démarche utilisée dans cette campagne est problématique :

- « Quand y'a pas de pluie, ils ne viennent pas pour les spots après c'est pour venir nous distraire »,
- « Ils vont attendre chaque pluie pour nous parler, et puis après ça, ils font quoi ? »,
- « Chaque année les mêmes spots passent mais pas de changement »,
- « La même chose, il n'y a aucune évolution ce sont des menteurs »,
- « Y'a pas de suite, chaque année c'est les mêmes spots, aucun changement »,
- « Chaque année ils parlent, aucune suite donc on fait avec les discours »,
- « Qu'est-ce qu'ils font pour nous quand il pleut ? qu'ils arrêtent leur mensonge là »,
- « C'est très bien les spots mais il faut plus pour que les mentalités changent ».

La gestion de la crise liée à la saison pluvieuse est ainsi critiquée. Le problème est connu et récurant chaque année mais rien n'est fait pour lui trouver une solution et garantir la sécurité des personnes et des biens. L'État perd sa crédibilité auprès des populations qui n'y ont plus confiance, au point où elles accusent ses institutions d'être à la base de la prolifération des quartiers précaires.

3.4. Prolifération des quartiers précaires

Les répondants mécontents n'ont pas hésité à accuser les mairies dans la prolifération des quartiers précaires. Selon eux, les mairies sont à l'origine des quartiers précaires. En effet, ils vendent des terrains inappropriés à la construction aux populations. La mairie laisse les gens s'installer sur des zones dangereuses sans se soucier du bien-être, de la vie des populations, et cela juste pour des raisons pécuniaires. Les populations ont une piètre image de la mairie qu'il traite d'organisation de mafia à l'instar des cartels de la drogue. Pour eux les messages de sensibilisation sont des masques pour camoufler leur implication dans les divers dégâts et pertes en vie humaine pendant les saisons pluvieuses :

- « Ce sont les autorités qui nous ont installé ici, ce sont les mêmes qui trouvent que c'est dangereux »,
- « Ils savent que c'est dangereux, il permettre aux gens de s'installer, c'est une mafia »,
- « Qu'ils arrêtent de nous mentir, ce sont eux qui ont occasionné ces constructions, maintenant ils se jouent les sécurisant »,
- « Ils savent ça et puis ils sont venus nous installer ici pour construire, qu'ils arrêtent de nous distraire »,
- « Ce sont eux qui ont permis aux propriétaires de construire ici donc, donc ils arrêtent de nous distraire »,
- « Je sais que c'est dangereux mais pourquoi ils ont vendu les terres pour qu'on vienne construire là ? »,
- « Mais qui viendra nous aider, c'est le gouvernement qui a permis qu'on construise ces maisons ».

Selon ces répondants, si les quartiers précaires existent c'est la faute aux mairies, car ce sont elles qui vendent des terrains aux populations sachant que les sites sont jugés non constructibles ou réservés à la construction d'ouvrage. Après l'analyse des résultats, nous allons poursuivre avec la discussion des résultats analysés.

4. Discussion

4.1. Communication préventive des risques

Informé une population sur les risques est très importante dans la gestion publique des risques, car une population avertie réagit de manière plus adéquate à une catastrophe ou à un phénomène nuisible qu'une population ignorante des phénomènes potentiels (S. Glaton, 2009). Cependant, dans les quartiers précaires de Nématoulaye et de Banco 2, les populations sont régulièrement sensibilisées par les agents de la Mairie d'Attécoubé à l'approche des saisons pluvieuse, mais refusent chaque année de se soumettre aux consignes de sécurités qui sont données pour leur bien-être. Les conséquences de ce refus sont parfois irréparables. Cela est dû au fait que d'une part, il n'existe pas de rapport de confiance entre la Mairie et ses populations et d'autres part, les messages de sensibilisation ne sont pas adaptés aux populations, c'est-à-dire qu'ils ne prennent pas compte leurs besoins spécifiques. En effet, si les sites sont dangereux et inhabitables, pourquoi la mairie laisse les populations construire des maisons pour s'y installer ? Pourquoi la mairie leur a vendu ces terrains ? Ce sont toutes ces questions que se posent les populations à travers ces termes : « C'est les autorités qui nous ont installé ici, c'est les mêmes qui trouvent que c'est dangereux », « Ils savent que c'est dangereux, il permettre aux genres de s'installer, c'est une mafia ».

Ces populations seraient victimes d'un complot organisé par les mairies pour leur soutirer de l'argent et les maintenir dans cette condition de précarité. Les mairies ne sont pas perçues ici comme des institutions qui viennent pour améliorer les conditions de vie des populations mais plutôt comme une « mafia ». Traiter les mairies de mafia, cela montre que pour les populations, les mairies ne sont pas à leur service et qu'elles n'œuvrent pas pour leur bien-être. Elles sont plutôt comparées à une organisation qui les opprime en usant de moyens illicites pour atteindre son objectif. En effet, certaines zones jugées inhabitables ou réservées à d'autres fins, ont été vendues aux populations par les mairies. Des années plus tard, les mêmes mairies qui leur avaient vendu des terrains reviennent vers la population pour avis de déguerpissement évoquant diverses raisons telles que la dangerosité du site, la construction d'infrastructures publiques. Cela appauvrit de plus en plus les populations qui estiment que la mairie ne fait rien pour améliorer leurs conditions de vie. Elles se sentent mises en marge des programmes de développement. Rien n'est fait selon elles pour améliorer leurs conditions difficiles et pour les extirper de ces quartiers précaires. À travers le discours tenu par ces populations, l'on pourrait aisément les classer dans le quatrième pôle culturel de la théorie culturelle du risque de (M. Douglas, 1984). Voyons maintenant comment ce sentiment d'exclusion peut agir sur leurs perceptions des messages de sensibilisation.

4.2. Perception des messages de sensibilisation

Les messages de sensibilisation sont perçus de différentes manières par les populations : « C'est pour notre sécurité », « Cela est bien pour nous et pour nos enfants », « C'est bien pour prévenir le danger qui peut arriver lorsque la pluie s'abat sur le quartier », « Ça nous permet de prendre nos précautions, éviter le pire ». À ce niveau la communication est bien perçue par une frange de la population qui la caractérise de communication préventive. Nous pouvons également l'assimiler à la communication environnementale de T. Libaert, car en plus de prévenir, elle sensibilise aussi sur les bons gestes à avoir pour protéger l'environnement. En effet, la communication environnementale selon M. Dupré et S. Meineri est d'amener l'individu à changer de comportement de sorte que celui-ci soit en faveur de la préservation de l'environnement, (T. Libaert, 2016). En d'autres termes,

on attribuerait volontiers à cette communication l'objectif de sensibiliser sa cible à l'écologie, c'est-à-dire de susciter chez elle une plus grande considération de la

thématique environnementale et de la pousser à des pratiques plus respectueuses de l'environnement, notamment dans les habitudes de consommation ». (E. Marty et al, 2008, p 2).

C. Kane, 2010, soutien qu'il est également important de mettre l'accent sur les conséquences de l'action de l'homme sur son environnement immédiat, sur la nature afin d'éveiller les consciences.

Une partie de la population ne se sent pas concernée par les messages de sensibilisation, car selon elle, les messages ne leur sont pas adressés, elle ne vit pas dans des zones à risques, les expressions comme : « C'est pour d'autres quartiers, leur montrer comment se protéger en cas de pluie », « Le cas de notre quartier n'est pas concerné parce que c'est eux-mêmes qui ont vendu les terrains ». Ils estiment que parce que les terrains leur ont été vendus par la mairie, ils sont à l'abri de tout risque. Pour eux, les messages de sensibilisation sont adressés à ceux qui se sont installés de manière illégale. Ils ne sont pas en situation irrégulière alors pour eux, les populations qui se sont installées dans l'illégalité sont la cible de cette sensibilisation. Aussi, le fait que les messages soient uniquement axés sur les saisons pluvieuses et qu'il n'y ait plus rien par la suite, pas de projet en leur faveur pour améliorer leur condition de vie : « Quand y'a pas de pluie, ils ne viennent pas pour les spots après c'est pour venir nous distraire », « Ils vont attendre chaque pluie pour nous parler, et puis après ça, ils font quoi ?

Au vu des situations qui sont enregistrées pendant les saisons pluvieuses, ces populations auraient souhaité qu'un programme de développement soit mis en place pour améliorer leurs conditions de vie. Nous terminerons ce paragraphe avec la réponse d'un interviewé qui affirmait ceci : « C'est très bien les spots mais il faut plus pour que les mentalités changent ». Effectivement, il faut plus pour que les mentalités changent pour que les gens comprennent mieux les choses et pour ce faire nous pensons qu'une communication des risques est appropriée dans notre cas.

4.3. La communication des risques

Selon B. Reaymaekers, la communication des risques est une communication préventive de la gestion de crise, car communiquer sur les risques permet de développer « l'autoprotection des citoyens » et la « solidarité entre les citoyens ». Une communication des risques joue un triple rôle ayant directement un impact sur la gestion de crise qui sont :

- Éducatif : informer la population concernée
- Persuasif : les sensibiliser à adopter un certain comportement
- Rationnel : gagner leur confiance

En somme, une population bien informée sur les risques auxquels elle est exposée adoptera aisément les bons comportements. (B. Reaymaekers, 2014, pp 3-4).

La communication des risques est un processus dynamique d'échange d'information mis en place pour soit prévenir ou gérer une situation de crise. Une franche collaboration de tous les acteurs impliqués permettra de transmettre aux citoyens la bonne information qui de par sa clarté contribuera à modifier les représentations des risques. En effet, selon D. Jodelet, tout comme les croyances et les coutumes, la communication sociale participe à la construction des représentations sociales (D. Jodelet 1989, Moscovici, 1976).

Pour que cette communication soit complète et infaillible, il faut y introduire des notions environnementales, étant donné que les pratiques des populations étudiées présentent des carences en matière de protection de l'environnement. En effet, pour contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations ivoiriennes, il faudrait mettre en place une bonne stratégie de communication environnementale qui s'inscrira au cœur de grands enjeux inclusifs de la société, afin de faire changer les comportements en faveur de l'écocitoyenneté. Cette communication environnementale doit elle-même être éco-communication, c'est-à-dire réduire ses propres impacts environnementaux.

La connaissance du risque est très importante du moment où il est difficile, voire impossible de combattre quelque chose que l'on ignore. Avoir une « culture du risque », c'est déjà avoir de l'avance, c'est anticiper, prendre des mesures préventives pour éviter des situations dramatiques. Elle contribue à la réduction de la vulnérabilité.

Promouvoir une culture du risque est primordiale, car le manque d'informations conduit les populations à s'exposer d'avantages aux risques du fait qu'elles n'ont aucune information, ce qui les entraine alors à une sous-estimation des risques (N. Grembo, 2010). Pour éviter d'enregistrer chaque année des pertes en vie humaine et des dégâts matériels, il faut accroître la connaissance et la conscience des risques.

Conclusion

Notre étude a porté sur le sujet suivant : Communication pour une meilleure représentation des risques environnementaux dans les quartiers précaires d'Attécoubé. Elle a eu pour question de recherche comment la communication peut-elle améliorer les représentations des risques ? Notre étude part de l'hypothèse selon laquelle une communication des risques améliorerait les représentations des risques des populations des quartiers précaires. Au terme de cette analyse, nous pouvons dire que les représentations des risques des populations des quartiers précaires présentent des insuffisances au niveau cognitif. En effet, les populations manquent d'informations sur les risques environnementaux. Pour pallier cela, nous proposons la promotion d'une communication des risques. En effet, la communication des risques est une stratégie mise en œuvre par les autorités compétentes afin d'informer une population sur un risque donné pour la prévenir ou gérer une situation de crise.

Pour qu'il y ait communication de risque, il faut qu'il existe une relation de confiance entre l'institution et la population. Dans notre cas, cette confiance n'existe quasiment pas. La mairie bien avant de mettre en œuvre sa campagne de sensibilisation, doit mener des actions à caractère sociale, se rapprocher de sa population, fédérer toutes les couches sociales autour d'elle. Cela permettra d'obtenir l'adhésion d'un grand nombre et d'une implication massive.

Références bibliographiques

- ABRIC Jean-Claude, 2016, *Pratiques sociales et représentations*, Paris, Puf.
- ATTA Koffi et al, 2015, *(La nouvelle configuration de l'habitat dans les quartiers précaires d'Abidjan : cas de Jean Folly, Zoé Bruno et Sagbé)*, in European Scientific Journal Mai 2015, édition vol. 11, No 14 ISSN : 1857-7881, 13p, <https://eujournal.org/index.php/esj/article/view/5683/5436>, consulté le 14/ 03/2022
- DOUGLAS Mary et CALVEZ Marcel, 2011, *(L'individu comme preneur de risque : Une théorie culturelle de la contagion en lien avec le sida)*, pp 195-214, <https://doi.org/10.4000/traces.5224>, consulté le 04/02/2021.
- GREMBO Nicolas, 2010, *Risque industriel et représentation des risques : approche géographique de la représentation du risque industriel majeur en région Poitou-Charentes*, thèse de Doctorat, 484p, <https://theses.hal.science/tel-00573845/file/TheseGrembo.pdf> , consulté le 22/ 08/2022.

- HAUHOUOT Célestin, 2008, (*Analyse du risque pluvial dans les quartiers précaires d'Abidjan. Etude de cas à Attécoubé*), in Geo-Eco-Trop, 32 : 75-82, https://www.geoecotrop.be/uploads/publications/pub_321_09.pdf , consulté le 30/11/2021.
- JODELET Denise, 1989, *Les représentations sociales*. Paris, Presse Universitaire de France.
- KAMAN Paul, 2013, *Analyse des vulnérabilités aux catastrophes et des capacités de réponse en Côte d'Ivoire*, Rapport.
- KANE Coura, 2010, *Vulnérabilité du système socio-environnemental en domaine sahélien : l'exemple de l'estuaire du fleuve Sénégal. De la perception à la gestion des risque naturels*, thèse de doctorat en géographie, 318p, https://publication-theses.unistra.fr/public/theses_doctorat/2010/KANE_Coura_2010.pdf, consulté le 30/11/2021
- LIBAERT Thierry, 2016, *La communication environnementale*, Paris, CNRS Éditions.
- MOSCOVICI Serge, 1976, *La psychanalyse son image et son public*, Vendôme, Presses Universitaires de France.
- PERETTI-WATEL Patrick, 2010, *La société du risque*, Paris, La Découverte.